

Thèmes de mémoires proposés aux étudiants de la Promotion spéciale

la Direction Générale des Impôts (DGI)		
1	Le passage du résultat fiscal au résultat comptable	Eudes des différents traitement à opérer sur le résultat comptable
2	Etude chronologique de l'évaluation des lois d'investissement en Algérie	Eclairage sur la loi n22/18 du 24/07/2022 relative à l'investissement sur le plan fiscal
3	Role de l'audit interne dans le renforcement de l'efficacité des contrats de performance dans les différentes structures de l'administration fiscale	Etudes d'analyse des paramètres et des objectifs (vers un système fiscal performant)
4	Fiscalité de l'économie numérique en Algérie	Les contraintes et les perspectives de la fiscalité virtuelle
5	Régime fiscal des groupes de sociétés	Quel role peut jouer l'option pour les régimes de groupe de société dans la gestion fiscale optimale?
6	L'impact de la numérisation sur la fiscalité des entreprises	Comment la numérisation peut-elle permettre à l'administration fiscale de réaliser ses objectifs de transparence et de fluidité des informations fiscales des entreprises
7	La conformité fiscale des contribuables comme moyen pour la mobilisation des ressources en Algérie	Identifier les outils et mécanismes d'encouragement de la conformité fiscale des contribuables et analyser sa contribution dans la mobilisation des ressources
8	Evaluation de la dépense fiscale et ses impacts sur les circuits macroéconomiques	Quantifier la dépense fiscale ;Etudier l'impact de la dépense fiscale sur les circuits macroéconomiques (emploi,investissement,croissance.....)
9	Mette fin au phénomène d'évasion et de fraude fiscale	Numérisation de l'économie nationale, et son impact sur le recouvrement fiscal
10	Role de ces structures dans le développement du recouvrement fiscal	Enjeux de réforme des structure de l'administration fiscale
11	Développer les liens entre l'administration fiscale et ces usagers	Amélioration la relation entre l'agant et l'administration fiscale
12	Trouver dans mécanismes pour le contrôle et le recouvrement des droits fiscaux	Recouvrement du E-Commerce
13	La programmation fiscale entre objectifs et réalités	pour une meilleure programmation
14	La bonne gouvernance à travers le contentieux fiscal	pour une meilleure prise en charge de la population fiscale
15	La modernisation de l'administration fiscale et son role dans la lutte contre la fraude fiscale	La contribution de la numérisation à la détection et à la réduction de la fraude en matière fiscale
16	Le rôle du contrôle fiscal en matière de lutte contre le blanchiment d'argent, le financement du terrorisme et le financement de la prolifération des armes de destruction massive	Lutte contre le blanchiment d'argent, le financement du terrorisme et le financement de la prolifération des armes de destruction massive
17	La numérisation et l'amélioration de l'efficacité du contrôle fiscal,cas la VASFE	L'impact de la numérisation sur l'amélioration et l'efficacité du contrôle fiscale (programmation basée sur l'analyses risque en matière VASFE)
18	Le contrôle fiscal de commerce électronique	Le commerce électronique
19	La fiscalité immobilière	Texas financières
20	La fiscalité environnementale et son impact en matière de promotion de l'environnement	Le cadre juridique et fiscale de l'investissement en Algérie.
21	L'impact de la fiscalité sur l'investissement étranger	Le cadre juridique et fiscalité de l'investissement en Algérie
22	Les avantages fiscaux liés à l'investissement dans le cadre start-up	Les avantages fiscaux
23	La fiscalisation de l'économie numérique en Algérie	Enjeux et perspectives
24	L'effet et l'impact sur l'Algérie des accords multilatéraux de coopération international	Traitement de la fiscalité international
25	Analyse des approches de l'ONU et de l'OCDE	Relative à la fiscalisation des activités numériques
26	Convergence et divergence entre les modèles de conventions fiscales internationale (ONU/OCDE)	
27	Exigence méthodologique pour une approche efficace de la problématique de passage de l'économie informelle à l'économie formelle	Etudier les expériences africaines dans la fiscalisation de l'économie informelle
28	Tranition fiscale à travers la fiscalité directe et indirecte	Faire les propositions afin d'adapter le système fiscal algrien avec les caractéristiques de l'économie algérienne afin de mobiliser plus de revenus fiscaux
29	Contrôle des transations immobilières et revenus locatifs	Déterminer les revenus imposables et les bases d'imposition Maitrise du champ d'application et les obligations des redevables
30	Le rôle de la fiscalité dans le développement des investissements étrangers	Proposition des solutions pour booster les investissement étrangers
31	Audit de la conformité fiscal (audit de la régularité fiscale)	Préparer les anomalies, leurs origines et les risques fiscaux
32	Audit de l'efficacité fiscale	Mesure la prédisposition de l'entreprise à exploiter les opportunités et les avantages fiscaux accordés par la loi ainsi que les maitriser
33	Efficacité des dispositifs d'incitation fiscale, cas de recouvrement art,51 LF 2015 Remise conditionnelle	Définir le rôle de ces dispositions dans l'amélioration du recouvrement
34	Le management comptable et l'ingénierie financière des collectivités administratives	La notion de ressources (fiscalité locale) et de charge dans le cadre de l'exécution des dépenses et des recettes communales
35	L'Audit de performance du recouvrement fiscal. (Appréciation des résultats,l'efficacité et de l'efficience)	Cet audit financier permettra d'évaluer
36	Le passage vers la comptabilité de caisse vers la comptabilité d'exercice (dans le cadre de l'exécution de des recettes fiscale de l'Etat et des IP)	L'état des lieux sur la comptabilité de caisse L'introduction des normes comptable de l'Etat, liées aux recettes fiscale,et la notion de constatation des droits et des obligations , et le rattachement des opérations à l'exercice.
37	La performance de la gestion des communes et le renforcement des finances locales.	Adaptation du code des collectivités locales aux prescriptions de la LOLF et introduction de la notion de droits constatés dans la gestion comptable des communes renforcement des finances locales
38	Normes comptable et difficultés d'application en matière fiscale	En matière de contrôle prévue par la NCE 9 ou IPSAS17, sur les immobilisations corporelles; En matière de principe de rattachement à l'exercice; En matière de réévaluation à la fin de l'exercice.
39	Les principes régissant les procédures de recouvrement forcé et le contentieux de recouvrement	Condition et procédure d'exercice des poursuites par voie de saisie et vente (cas pratiques) vente de fonds de commerces
40	Prérogatives de l'administration fiscale conformément au code	Détermination et mise en œuvre et impact de son infraction

41	Les obligations fiscales et comptables agents des impôts selon différents systèmes fiscaux	Selon le système actuel Selon le système simplifier Selon la taxe forfaitaire unique
42	Contrôle des déclaration, le contrôle fiscal et exercice de ces droit	Outils légaux de lutte contre le crime fiscal dans la numérisation
43	Prouver l'infraction fiscale dans le droit public et privé	Moyens de confirmation dans le code pénal et le code fiscal
44	Vision future sur le dispositif fiscal	Difficulté de mise en œuvre
Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité (DGTC)		
1	comptabilité générale: un gage de fiabilité et de transparence des comptes de l'Etat	Présentation générale de la comptabilité générale; Déterminer le rôle des comptables publics en matière de la tenue de la comptabilité générale; Déterminer les apports des ordonnateurs pour la tenue de la comptabilité générale; Déterminer comment atteindre la transparence et fiabiliser les comptes de l'Etat à travers la comptabilité générale,
2	comptabilité générale comme outil de performance de la gestion des finances publiques de l'Etat	Présentation générale de la comptabilité générale; Déterminer le rôle des comptables publics en matière de la tenue de la comptabilité générale; Déterminer les apports des ordonnateurs pour la tenue de la comptabilité générale; Déterminer comment la comptabilité générale contribue à l'amélioration de la performance des finances publiques de l'Etat; Déterminer comment mesurer la performance de la gestion des finances publiques ,
3	Tenue de la comptabilité générale	Cadre général de la comptabilité générale; Déterminer qui (acteur(s)), comment (organisation de la comptabilité générale) et pour quelle finalité la comptabilité générale est tenue (établissement des états financiers, certification des comptes); Principes généraux comptables que doit respecter le comptable public à l'effet d'établir les états financiers; Caractéristiques qualitatives de l'information comptable,
4	Les procédures de centralisation des comptes de l'Etat	Définir le centralisation comptable de l'Etat; Déterminer le champ d'application de la centralisation comptable de l'Etat; Les méthodes de centralisation des comptes de l'Etat ,
5	L'élaboration du compte général de l'Etat	Définir le compte général de l'Etat; Modalités d'établissement du compte général de l'Etat; Cibler l'utilité et la finalité du compte général de l'Etat
6	Elaboration du bilan d'ouverture de l'Etat selon les normes comptables internationales	Définir le bilan d'ouverture; Analyser les démarches d'élaboration du bilan d'ouverture, Indiquer les méthodes de recensement et d'évaluation des immobilisations de l'Etat
7	La stratégie adoptée par l'Algérie en matière de normalisation comptable de l'Etat	comment mettre en place les normes comptables de l'Etat?
8	Réforme et normalisation comptables de l'Etat dans le cadre de la LOLF en Algérie: état des lieux et perspectives	La mis en place de la nouvelle comptabilité dans le cadre législatif et règlementaire LOLF
9	Responsabilité des acteurs chargés de l'exécution du budget de l'Etat en mode programme	Les acteurs chargés de l'exécution du budget de l'Etat; Le périmètre et la responsabilité de chaque acteur; Etat des lieux en Algérie; Etude comparative: France, Tunisie et la Jordanie
10	L'impact de l'audit comptable et du contrôle interne comptable sur la performance des finances publiques	Démontrer les effets induits par la mise en place d'un système d'audit comptable ou de contrôle interne comptable, sur la performance des finances publiques ,
11	Rôle des professionnels de la comptabilité libéraux dans la réforme de la comptabilité publique,	L'apport attendu des professionnels dans le processus de réforme de la comptabilité publique,
12	Evaluation des difficultés inhérentes à la mise en oeuvre de la réforme comptable de l'Etat	Présentation des caractéristiques de l'environnement comptable actuel en Algérie
l'inspection Générale des Finances (IGF)		
1	Les conditions de réussite de la tranformation numérique de l'action publique de l'administration des douanes	On entend par (transformation numérique) les effets organisationnels économiques et sociétaux de la numérique, qui permet à l'administration de proposer ou de créer de nouveaux services et prestation. Si la transformation numérique, va au -delà de la seul informatisation des procédures et implique également une évolution des services, de leur
2	Evaluation des activités de la commission centrale des recours des impôts directs et de la taxe sur la valeur ajoutée	La législation fiscale prévoit plusieurs voies de recours pour le contribuable, qui s'estime lésé en matière de contentieux de l'impôt. Toutefois, certaines insuffisances liées, notamment aux délais de traitement des retards, et de défaut de fixation des montants à dégrever dans les avis rendus par la commission, sont de nature à influencer négativement sur le degré de confiance des contribuables au profit de cette instance.
3	Evaluation des dispositifs et politiques d'appui au développement des PME sur le plan fiscal et douanier	Recherche l'importance de l'impact des dispositifs et politiques d'appui au développement des PME sur le plan fiscal et douanier attendu sur ,notamment, l'amélioration de la renforcement sur les différents marchés, au plan national et international.
4	Evaluation de système de sécurité sociale en Algérie	Une évaluation complète des différents aspects permet de déterminer et identifier les domaines nécessitant des améliorations pour le renforcement de la protection et l'amélioration de la qualité de vie de citoyens.
5	Evaluation de processurs de la digitalisation des banques	Evaluation les défis rencontrés lors de la digitalisation, tels que les barrières réglementaires, les défis technologiques, et les mesures prises pour les surmonter. Une évaluation approfondie de ces aspects permet de cerner l'impact de la digitalisation sur les banques, tant du point de vue des clients que de l'efficacité opérationnelle.

6	Analyse et évaluation des produits d'assurance vie proposés par les compagnies publiques	C'est un processus complexe et crucial qui implique généralement l'analyse de divers facteurs tels que la rentabilité des produits offerts, la solvabilité de la compagnie, la satisfaction des clients, et la conformité réglementaire.
7	Les défis de la mise en œuvre de la LOLF en Algérie	Modernisation de la gestion des finances publiques en introduisant, notamment la gestion axée sur la performance et les résultats.
8	Évaluation des expériences étrangères dans le développement économique	Évaluer les modalités à travers lesquelles les partenariats étrangers facilitent l'intégration économique régionale et l'accès aux marchés internationaux, favorisant ainsi l'exportation et la diversification économique (cas du groupe mécanique).
9	La classification fonctionnelle des dépenses comme approche dans l'introduction de la LOLF	Procédure à une analyse comparative entre les types de classifications des dépenses dans les lois des finances élaborées sous l'égide de la loi n°84/17 et celle introduite par la LOLF en son impact sur la rationalisation des ressources financières et budgétaires.
10	Les mesures d'attractivité de la LOLF sur l'investissement en Algérie	Identifier les mesures introduites par cette nouvelle loi en précisant leur impact sur l'attractivité des investissements, notamment étrangers.
12	Évaluation du contrôle interne	Le dispositif du contrôle interne dans les administrations publiques.
13	Contrôle fiscal	L'évaluation de la digitalisation dans l'administration fiscale
14	Évaluation des politiques rurales par l'IGF	Études comparatives de certains pays (Algérie, Tunisie et France).
15	L'audit des systèmes d'information.	Le système d'information est au centre des préoccupations de toute organisation. La nouvelle démarche d'audit accorde une importance cruciale au traitement des données au niveau des établissements soumis au contrôle de l'IGF. A cet effet, il s'avère important d'assurer un encadrement spécialisé au cadre de l'IGF en matière de : Mise en place des systèmes d'information; Exécution des tâches et suivi des opérations; Détection des anomalies et insuffisances; Une meilleure compréhension des risques.
17	Le rôle de l'agence judiciaire du trésor dans le contentieux de l'État	L'agence judiciaire de trésor a un rôle important dans la représentation de l'État en justice. Il s'agit de cerner le rôle de l'agence dans la protection des intérêts de l'État devant les tribunaux.
18	L'impact de la LOLF dans l'amélioration des conditions d'élaboration et d'exécution des lois de finances	La LOLF met en place les dispositifs d'évaluation de la performance de l'action publique (politique publique, service public, etc.) il s'agit en l'espèce d'identifier les perspectives de la mise en œuvre et les contraintes afférentes.

Direction Générale des Douanes

1	Les décisions anticipées (décisions RTC et RCO)	Le rôle de décisions anticipées en matière de facilitation des procédures et sécurisation de la chaîne logistique.
2	Les décisions anticipées en matière d'évaluation en douanes	La portée des décisions anticipées en matière d'évaluation en douanes : opportunités et défis
3	L'évaluation en douane et prix de transfert	Les liens entre l'évaluation en douane et la fixation des prix de transfert
4	L'exploitation des bases de données en matière d'évaluation en douane	Le rôle des bases de données en matière de gestion des risques et le contrôle de la valeur en douane
5	L'accord préférentiel Algérie-Mauritanie	Impact et opportunités
7	L'implantation d'un laboratoire des douanes	Importance et résultats attendus
8	La convention régionale sur les règles d'origine préférentielles Pan-Euro-Méditerranéennes (PEM)	Le rôle de la convention dans la gestion efficace du système de cumul Pan-Euro-Méditerranéennes de l'origine
9	Les zones franches	L'impact des zones franches sur l'économie nationale
10	Dématérialisation des procédures de dédouanement et documents de commerce international	Numérisation des procédures douanières
11	Rectification des déclarations en douanes	Cerner les conditions et les cas de rectification des déclarations (études comparatives)

Direction Générale du Budget

1	La réforme des finances publiques conformément à la LOLF.	Quels sont les principaux apports de la LOLF? État des lieux après deux exercices d'application.
2	La nouvelle gestion des opérations d'investissement public.	La gestion du PEC arrêté au 31/12/2022; le processus de gestion budgétaire des projets d'investissement public.
3	La gestion budgétaire des établissements publics à caractère administratif et établissements publics assimilés dans le cadre du budget-Programme.	Les nouveautés de la LOLF en matière d'allocation des crédits et de gestion budgétaire aux établissements publics à caractère administratif et établissements publics assimilés.
4	Le CBMT et la soutenabilité budgétaire.	Le CBMT et le renforcement de la soutenabilité budgétaire.
5	Études comparatives entre la gestion axée sur les résultats, appliquée aux administrations publiques avec celle appliquée aux entreprises économiques.	Étudier les similitudes et les différences. Comment adapter ce nouveau mode introduit par la LOLF au secteur public pour atteindre le maximum d'objectifs tout en réduisant les coûts.
6	Analyse du système de rémunération et d'évaluation des fonctionnaires dans l'administration publique en Algérie à la lumière de la nouvelle réforme budgétaire.	État des lieux, insuffisances, nécessité de son adaptation. L'analyse de la relation entre la rémunération et le rendement individuel et la performance de l'administration.
7	Mise en place d'un contrat d'action et de performance (CAP) et d'un rapport sur les actions et les rendements (RAR) au titre du budget des EPA et établissements publics assimilés	Introduction de la démarche de performance dans la gestion des budgets des EPA et établissements assimilés.
8	Les comptes d'affectation spéciale à la lumière de la LOLF	La transparence dans la gestion des CAS.
9	Le financement des opérations d'investissement public dans le cadre du partenariat public privé	Objet, avantages, enjeux, défis et modalités de mise en œuvre.
10	Le dialogue de gestion prévu par la LOLF et ses textes d'application.	Outils et modalités de sa concrétisation au niveau des subdivisions opérationnelles du programme, comparaison avec les pays voisins Ex la Tunisie.

11	La recherche de la performance au cœur de l'action de l'Etat dans le management des politiques publiques en Algérie	L'apport de la réforme budgétaire pour l'amélioration de l'action de l'Etat
12	La détermination de la relation entre le contrôleur budgétaire et l'ordonnateur dans le cadre de la loi organique n°18-15 du 02 septembre 2018, modifier et complétée, relative aux lois de finances.	Le contrôleur budgétaire dans le cadre de la réforme budgétaire.
13	La délégation de gestion dans le cadre de la loi organique n°18-15 du 02 septembre 2018; modifier et complétée ?relative aux lois des finances.	Mettre en avant les nouveaux outils de gestion introduit par la LOLF.
14	Les indicateurs de performance liés aux objectifs du programme dans le cadre de la réforme budgétaire.	Définir les méthodes de détermination des indicateurs de performance.
15	La relation entre le Responsable de la fonction financière et le responsable de programme dans le cadre de la loi organique n°18-15 du 02 septembre 2015, modifier et complétée, relative aux lois des finances.	Définir le rôle des acteurs.
16	Réflexion sur l'allocation de ressources budgétaires de l'Etat aux communes, au titre des plans communaux de développement.	Analyse sur l'Ex PCD et le nouvel outil introduit par la LOLF (soutien au développement socio-économique des communes)
17	Les programmes d'équipement public de l'Etat, l'évolution et les perspectives.	Avant et après la LOLF.
18	Les actions d'équipement local communal, avant et après l'indépendance de l'Algérie.	Etudes sur l'évolution des actions d'équipement locale communal, avant et après l'indépendance de l'Algérie.
19	L'allocation des dotations budgétaires, au titre du budget de l'Etat aux communes et ses limites.	Se focaliser sur les mécanismes d'allocations.
20	Le plan communal de développement (PCD), l'expérience de l'Algérie comparée.	Mettre en avant points forts de l'expérience algérienne.
21	Le financement du budget communal, études et analyse.	Préciser les sources de financement et les critères de répartition de ressources.
22	Réflexion sur la réforme budgétaire de l'Etat adaptée au budget communal.	Proposer les principaux axes de la réforme budgétaire locale.
23	Le rôle du fonds de solidarité et de garantie des collectivités locales (PSGCL) dans le financement des budgets communaux	Avant et après la mise en œuvre effective de la LOLF (2023).
24	Les défis de la mise en œuvre de la LOLF en Algérie	Mise en œuvre de la LOLF.
25	La spécificité des programmes dans la LOLF	L'identification, la création, la modification et la suppression des programmes dans un portefeuille.
26	Innovation et transformation numérique dans la gestion budgétaire.	Etudier les innovations technologiques telles que l'intelligence artificielle dans la gestion budgétaire, en examinant leurs implications pour l'efficacité, la transparence et la sécurité des processus.
27	Intégration des critères de durabilité budgétaire dans la gestion des finances publiques	Analyser comment les critères de durabilité budgétaire (sociale, économique ,environnementale) sont intégrés dans la planification et l'exécution budgétaire en identifiant les défis et les opportunités.
28	L'évaluation des modalités de gestion des projets en cours (PCE) au titre du PSC /PSD dans le cadre de la LOLF.	La gestion des dépenses d'investissement.
29	La spécificité procédurale de la loi de finances rectificative.	Le caractère exceptionnel de la loi de finances rectificative.
30	L'autorité financière de la commission parlementaire des finances et budget	le rôle de la commission du budget et des finances du parlement dans les amendements des dispositions du projet des lois finances.
31	Le statut réglementaire de contrôleur budgétaire.	Les missions et le périmètre d'intervention, ainsi que la relation avec les ordonnateurs du budget de l'Etat.
32	Optimisation des ressources budgétaires face aux crises économiques.	Examiner les stratégies et les outils utilisés par les administrations publiques pour optimiser l'utilisation des ressources budgétaires lors de crises économiques, avec des études de cas comparatives.
33	Evaluation des politiques budgétaires en réponse à la pandémie de COVID-19	L'efficacité des politiques budgétaires mises en place par les gouvernements pour faire face aux impacts économiques de la pandémie de COVID-19, en mettant l'accent sur les mesures d'urgence et les plans de relance.
34	Numérisation et optimisation de l'allocation des ressources	L'optimisation des ressources.
35	Evaluation du système de soutien des produits à prix de consommation large	Objectifs économiques et sociaux souhaités,
37		
39	Le Programme de soutien du développement socio-économique des collectivités locales -ex PCD-	Soutien des collectivités locales dans le cadre de la LOLF
	Préparation et élaboration des lois de finances de l'année	Les différentes étapes de préparation et d'élaboration de la loi de finances de l'année